

la justice est la raison d'être de la politique étrangère. Cet ordre et cette politique ne sont pas optionnels pour une nation comme la nôtre.

D'autres pays ont été moins dépendants de l'ordre international. Ils ont pu imposer leur ordre aux autres ou ont réussi à s'isoler. Mais le Canada n'a pas eu ces options. Nous avons une trop grande superficie et notre population est trop petite pour que nous puissions nous défendre nous-mêmes. C'est pourquoi nous avons cherché à coopérer avec d'autres, au moyen d'alliances, pour défendre le Canada. Et nous avons tenté de bâtir un système international qui ne menace pas le Canada.

Nous sommes aussi une nation commerçante dont le PNB est composé à plus de 30 % par les échanges avec l'étranger. Nous avons toujours dû vendre aux autres pour prospérer. Et à cause de cela, nous avons recherché un accès libre et des marchés ouverts ainsi que des règles justes et équitables pour tous. Nous avons poursuivi cet objectif dans les négociations au GATT, avec l'Accord de libre-échange, au sein du Groupe de Cairns des producteurs agricoles et au sein de la nouvelle instance appelée Coopération économique Asie-Pacifique.

Notre dépendance à l'égard de cet ordre international ne s'atténue pas. Elle s'intensifie. Le village planétaire, comme les autres villages, peut être un lieu de coopération ou de conflit.

Et jamais le prix des conflits n'a été aussi élevé ou leurs sources, si nombreuses. Et jamais le besoin de coopération n'a été aussi grand et les conséquences de l'échec, aussi évidentes. Il y a quarante ans, ou quatre cent ans, les nations pouvaient effectivement se demander si faire abstraction du reste du monde n'était pas la meilleure façon de servir leurs intérêts. Plus aucun pays ne peut maintenant se le permettre.

Certaines questions doivent être posées.

Dans un monde où le commerce est dominé par la Communauté européenne, les États-Unis et le Japon, comment le Canada peut-il survivre sans règles commerciales?

Qui peut envisager un assainissement de l'environnement global sans la coopération de la communauté des nations?

Qui peut régler la crise internationale de l'endettement sans accepter de compromis entre pays développés et pays en développement?

Qui peut arrêter le trafic international des stupéfiants sans envisager l'action concertée des pays fournisseurs comme des pays consommateurs?